

ARRETE DU MAIRE DE LIBOURNE

Le 25 janvier 2024

ST/A-2024-057

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde, par l'arrêté en date du 1^{er} septembre 2022,

Vu la demande présentée par CEPECA sise 38 route de Lalande 33450 MONTUSSAN, dans le cadre de travaux d'effacement du réseau électrique BT, pour le compte du SDEEG, rue Jules Steeg dans la partie comprise entre la rue Besson et la rue Carrère.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

ARRETE:

ARTICLE 1^o - Le mercredi 21 février 2024, le stationnement sera interdit au carrefour rue Jules Steeg/rue Carrère, au droit du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

ARTICLE 2^o - Le mercredi 21 février 2024,

- La circulation sera interdite rue Jules Steeg dans la partie comprise entre la rue Besson et la rue Carrère, au droit du chantier.
- Changement du sens de circulation de la rue des Moulins Blancs ainsi que de la rue de la Glacière afin de maintenir l'accès pompier à la rue Carrère

ARTICLE 3^o - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

ARTICLE 4^o - La signalisation et la déviation nécessaires seront mises en place par l'entreprise.

ARTICLE 5^o - Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6^o - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- ✓ D'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ D'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le vingt-cinq janvier deux mille vingt-quatre.

Signé électroniquement par : Bilal Halhoul
Date de signature : 30/01/2024
Qualité : Parapheur B Halhoul Libourne

Pour le Maire par délégation
Le conseiller délégué à la voirie,
à la propreté,
au Centre Technique Municipal
et au plan communal de sauvegarde
Bilal HALHOUL

